

L'étincelle

Pour la construction d'un parti des travailleurs communiste et révolutionnaire

SUEZ PSO



Lundi 13 mars 2023

Il n'y a rien à négocier : amplifions la grève et la mobilisation jusqu'au retrait !

Les grèves et manifestations des 7, 8, 9 et 11 mars contre la réforme des retraites, ont confirmé de façon spectaculaire la force et la profondeur de la mobilisation. De l'aveu du ministère, l'affluence aux manifestations du 7 mars a été la plus importante jamais atteinte ! Pendant ce temps, le Sénat a fini de débattre et le texte retourne à l'Assemblée nationale – cette Assemblée où le ministre macroniste Dupond-Moretti fait des bras d'honneur à ses amis de LR ! Mais pour les millions de travailleurs et de travailleuses qui doivent payer d'une vie au boulot les 152 milliards de bénéfices record des patrons du CAC 40 et les cadeaux que leur fait le gouvernement, il n'y a aucun débat : cette réforme ne doit pas passer. De l'argent il y en a, dans les caisses du patronat !

Qu'il la ferme, qu'il cède ou qu'il dégage !

La grève continue dans plusieurs entreprises et services publics, comme à la SNCF, dans les raffineries de Total, chez les éboueurs, les électriciens, dans les ports et docks, les centrales nucléaires ou encore dans des écoles et établissements scolaires... Ceux et celles qui se mobilisent ont bien compris qu'il n'y a rien à attendre d'une rencontre avec Macron, comme l'a demandé en suppliant l'intersyndicale pour le « sortir de son silence ». Le président lui-même l'a envoyée bouler : il n'y a rien à négocier !

Après Jean-Luc Mélenchon, qui voudrait offrir à Macron une sortie « par le haut », ce sont maintenant les directions syndicales qui parlent de « consultation citoyenne ». Mais Macron sait qu'il est minoritaire, pourquoi organiserait-il un référendum ? Pour mieux dissoudre ? Voilà un tour d'apprentis sorciers bien en dessous de la situation. Et il faudrait mettre des forces dans une telle bataille institutionnelle ? Autant les utiliser dans la rue et par la grève pour qu'il retire sa réforme sans condition !

Marine Le Pen appelle aussi au référendum, et espère bien l'échec de la mobilisation, à laquelle elle n'a jamais appelé et qu'elle condamne à la moindre occasion... Elle aussi ferait ses choux gras d'une issue institutionnelle et de nouveaux succès électoraux pour le RN.

Gouvernement, Sénat, Assemblée, avec des 47.1, 47.3, 44.3, ou menace de 49.3 ; intersyndicale et partis institutionnels, avec des consultations citoyennes... Tout ce beau monde cherche sa solution institutionnelle pour enterrer la mobilisation. Mais 90 % de la population active de ce pays sont contre la réforme et n'ont pas renoncé à descendre dans la rue, ni à la grève ou à sa

reconduction. Notre mobilisation cette semaine va compter.

C'est nous qui travaillons, c'est nous qui décidons !

C'est ça notre force à nous, travailleuses et travailleurs, qui faisons tourner la société : celle de pouvoir arrêter le pays et la machine à profits.

Car la « consultation » a déjà lieu tous les jours : à chaque vote de grève, à chaque manifestation, à chaque action de grévistes. Les grèves sur les salaires ne se sont pas arrêtées. Dans le Nord, c'est le tour d'une centaine de salariées de Novares, sous-traitant de Toyota, d'être en grève ; à PSA-Stellantis, même les intérimaires se sont mobilisés à Hordain, Vesoul et Mulhouse pour réclamer la prime des embauchés, des augmentations de salaire et des embauches. C'est la même chose dans les transports à Keolis, dans l'aéronautique chez les sous-traitants de Dassault...

Notre mobilisation et nos grèves doivent s'amplifier, se généraliser, la grève doit être reconduite pour mettre réellement tout le pays à l'arrêt, sans donner au gouvernement et au patronat la moindre date ou solution de retour au calme. Allons vers un mouvement qui ne soit pas planifié seulement par les directions syndicales, mais qui décide par lui-même où il va. C'est cela qu'il nous faut préparer, par des assemblées générales, des comités de grève, des assemblées interprofessionnelles...

Oui, la victoire est possible. Il faut continuer à amplifier la grève, ne pas s'arrêter au 15 mars, mais décider des suites pour aller jusqu'au retrait de la réforme et de l'ensemble des attaques du gouvernement et du patronat !

Sous-effectif : pas question de se résigner

Dans les services du bâtiment administratif du Pecq, on a l'impression d'être en gestion de crise permanente. Les réorganisations, censées améliorer le fonctionnement, ne sont pas magiques si aucun moyen humain supplémentaire n'est prévu.

Le but semble être de faire des économies sur notre dos et notre santé. La direction a reçu des alertes mais n'apporte pas de solution. Les postes vacants ou les départs non remplacés deviennent la norme, nous ne travaillons plus que dans l'urgence.

A l'ordonnancement, DFT ou la cartographie, il est temps de secouer le cocotier !

Réforme des retraites : à la poubelle !

Depuis la semaine dernière, l'incinérateur d'Ivry-sur-Seine, géré par Suez, est bloqué par les salariés des entreprises de collecte des déchets.

Travailler deux ans de plus dans des métiers affectés par une surmortalité de 56 % par rapport au reste de la population est tout simplement inenvisageable. Les risques encourus (tâches dangereuses et maladies professionnelles) ne sont absolument pas pris en compte. Les grévistes dénoncent le fait que bon nombre de leurs collègues soient morts à quelques mois de la retraite.

Quant aux égoutiers, ils ont 7 ans d'espérance de vie en moins.

A l'exploitation de l'eau potable, nos métiers sont également pénibles et non reconnus comme tels. 64 ans c'est non ! Leur réforme doit tomber à l'eau.

Xénophobie business

Suite à la rencontre de Macron et du Premier ministre britannique, Rishi Sunak, la France obtient 543 millions d'euros supplémentaires pour intensifier la surveillance de la frontière : construction d'un nouveau centre de rétention dans la région de Dunkerque, déploiement de 500 gendarmes supplémentaires, de drones et d'autres matériels de surveillance.

Une politique criminelle : la traversée de la Manche devient ainsi toujours plus risquée pour les migrants cherchant à rejoindre la Grande-Bretagne, avec de nombreuses morts par noyade.

Qui reformera la retraite des sénateurs ?

Selon des calculs de Mediapart les sénateurs bénéficient d'un des systèmes de retraite les plus favorables du pays, avec une pension mensuelle moyenne de 4 400 euros.

Rappelons que lesdits sénateurs ont adopté il y a quelques jours une mesure visant à supprimer les régimes spéciaux de retraite dont bénéficient notamment les cheminots et les énergéticiens et ce au nom de l'égalité. Mais pas question pour eux de toucher à leur propre régime spécial. Une bande de vieux faux-culs hypocrites mais solidement attachés à leurs privilèges.

« Banques de chaleur » au Royaume-Uni

Avec plus de 10 % d'inflation et aucune aide du gouvernement conservateur, de nombreux britanniques n'arrivent plus à se chauffer. Dans des églises, des centres culturels ou des bibliothèques, des initiatives se mettent en place pour accueillir et réchauffer quelques heures les personnes les moins aisées.

Dans une des premières puissances mondiales, une situation qui nous montre quels reculs nous promet le capitalisme débridé...

Violences policières, violences coloniales

En Guadeloupe, la colère monte au sujet de la mort d'un retraité de 67 ans, après son interpellation par des gendarmes fin 2020. Le parquet de Basse-Terre a récemment requis un non-lieu, alors que des images de vidéosurveillance montrent les gendarmes le sortir violemment de son véhicule et le projeter au sol. Il meurt après avoir passé dix jours en réanimation suite à une double fracture des cervicales, dont une compressant la moelle épinière.

Depuis, les manifestations se succèdent pour dénoncer ce déni de justice.

Grèce : manifestations massives

Depuis la catastrophe ferroviaire qui a fait 57 morts le 28 février dernier, les manifestations et les grèves se succèdent à travers le pays, dénonçant la vétusté du réseau ferré et demandant des comptes au gouvernement.

Des milliers de personnes ont de nouveau manifesté ce dimanche. Les syndicats de cheminots ont rappelé qu'ils avaient tiré la sonnette d'alarme sur les graves défaillances techniques sur cette ligne bien avant le drame, sans avoir été entendus ni par leur direction, ni par le gouvernement.

De nombreux Grecs expriment leur colère face à la détérioration des services publics du fait des plans d'austérité imposés depuis 2010 par les créanciers de la Grèce, notamment la Banque centrale européenne, le Fonds monétaire international et l'Union européenne. Austérité qui conduit à des catastrophes comme celle du 28 février.